

CURRICULUM VITAE DE M. CHEIKH TIDIANE TOUNKARA



Né le 26.10.1954 à Guinguinéo – Nationalité sénégalaise –
Adresse : Villa N° 224 Cité des Nations Unies Golf Atlantique - DAKAR
Tél : (221) 77.262.38.72
(+221) 76.242.48.73
Email : cttounkara@gmail.com

DIPLOMES ET FORMATIONS

Diplômes

- Juillet 1976** **Baccalauréat Série A4**
Institution Notre-Dame – Avenue Carde - Dakar
- 1977 – 1981** **Maîtrise de Droit Public**
Option Relations Internationales - Université Cheikh Anta DIOP – Dakar - Sénégal
- 1996 – 1997** **Diplôme d'Études Spécialisées de Gestion des Organismes de Sécurité Sociale (DESGOSS)_ Mention Bien**
École Nationale d'Études Supérieures Sécurité Sociale (CNESS)
Actuelle École Nationale de Sécurité Sociale) – Av. des Docteurs Charcot - Saint – Etienne (France)

Formations

- Sept.1994** **Formation en Gestion Immobilière** - Financée par la Caisse de Sécurité Sociale-
Institut Français du Management Immobilier - Porte de Vanves - Quai Brune – Paris 14è -France
- Avril 2000** **Formation en Audit Interne** - Financée par la Conférence Inter africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) – Formation dispensée par le Centre Africain de Management et de Perfectionnement des Cadres Africains (CAMPCA) – Abidjan – Côte d'Ivoire
- Juin 2001** **Formation en Audit des Organismes sociaux** - Financée par la CIPRES-
Stage Professionnel à l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) - Paris
- Nov. 2001** **Participation à la formation sur la Gestion des Fonds de Pensions Organisée par la Banque Mondiale- Washington - Novembre 2001**
Participation financée par la CIPRES-
- Février 2006 et Juin 2006** **Perfectionnement en Audit des Inspecteurs de la CIPRES**
Sessions de formation in situ financées par la CIPRES et dispensées par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) - 12 bis, Place Henri Bergson 75008 – Paris

EXPERIENCES NATIONALES (Décembre 1983 – Avril 1999)

Emploi non salarié : « Opération Maîtrisards »

- Septembre 1983 Création de la SODEXCIS Sarl (Acte notarié Étude Feu Maître Ibra Pagné SARR)
- Octobre 1983 Prêt 25 millions par État du Sénégal (Groupe SONAGA-SONABANQUE)
- De décembre 1983 Création et exploitation de 2 unités de boulangerie industrielle à Kaolack et à Thiès
- Novembre 1999 La Kaolackoise » Rue des Ecoles » et « La Thiessoise » Avenue El Hadj Malick SY
- Novembre 1989 Quitus délivré par État du Sénégal pour remboursement intégral du prêt Etat.

Emploi salarié : Caisse de Sécurité Sociale

- Octobre 1991 Recruté sur concours à la Caisse de sécurité Sociale du Sénégal
- Décembre 1991 Chef de Section - Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses -
- Avril 1992 Chef de Service - Direction des Affaires Juridiques et Contentieuses -
- Octobre 1992 Chef du Service des Affaires Générales (Administration Générale)
- Mai 1998 Inspecteur à La Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale
(CIPRES) – Admis sur Concours Interafricain -
- Juillet 2008 Directeur Technique Adjoint chargé cumulativement de la sécurité sociale
des Émigrés sénégalais et des Accords internationaux.
- Mars 2009 Directeur Technique de la Caisse de Sécurité Sociale.
- Avril 2010 Secrétaire Général de la Caisse de Sécurité Sociale
- Mai à Oct. 2011 Conseiller Spécial du Directeur Général
- 15 Octobre 2011 : Consultant indépendant suite départ volontaire de la Caisse de Sécurité Sociale.
- Janv. 2012–Sept. 2013 : Conseiller Technique du Premier Ministre chargé de la Protection Sociale.

Sous l'autorité de monsieur le Premier Ministre, M. Abdoul MBAYE :

- Participation à la définition et au suivi de la politique nationale de protection sociale (PNPS) : actualisation par rapport à l'Axe 2 du Plan Sénégal Emergent, programme des Bourses de Sécurité Familiale, Couverture Maladie Universelle, etc.) ;
- Suivi et coordination des activités des ministères sectoriels en matière de protection sociale ;
- Elaboration d'études et formulation d'avis techniques au Premier ministre ;
- Représentation du Premier ministre aux instances d'orientation et de décision en matière de protection sociale, aux réunions et rencontres aux plans national et international ;

A ce titre, membre des organes suivants :

- Conseil d'Orientation de la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale ;
- Conseil de Surveillance de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes.

EXPERIENCE INTERNATIONALE (Mai 1999 – Juin 2008)

Octobre 1999 Admis sur Concours International en qualité d'Inspecteur de la Conférence Inter africaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES)

Concours organisé simultanément dans les 14 Etats membres sous la supervision des services de la Coopération française (Choix des sujets et correction des épreuves par l'Inspection Générale des Affaires Sociales de France (IGAS).

FEVRIER 1999 NOMINATION DANS LES FONCTIONS D'INSPECTEUR DE LA CIPRES POUR UN MANDAT DE 3 ANS

Décision du Conseil des Ministres de la Prévoyance Sociale tenu à Yaoundé (Cameroun).

Février 2002 1^{er} Renouvellement du mandat par le Conseil des Ministres CIPRES

Session Ordinaire tenue le 8 Février 2002 à Brazzaville (Congo)

Février 2005 Second Renouvellement du mandat par le Conseil des Ministres

Session Ordinaire tenue le 26 Février 2005 à Niamey (Niger)

30 Mai 2008 Cessation des fonctions d'Inspecteur de la CIPRES

Terme de la durée maximale fixée par le Traité instituant la CIPRES (9 ans).

Brève description des responsabilités

Membre d'une équipe de 06 Inspecteurs à statut diplomatique qui, sous l'autorité du Secrétaire Permanent de la CIPRES, est chargée :

- d'effectuer le contrôle sur place et sur pièces des organismes de prévoyance sociale des 14 Etats membres de la CIPRES pour mieux garantir les intérêts des assurés sociaux y compris ceux des travailleurs migrants et de faire rapport aux ministères de tutelle ;
- de proposer aux autorités de tutelle et aux gestionnaires des Caisses des Etats membres des mesures de redressement, en assurer le suivi et rendre compte aux organes de la Conférence ;
- de réaliser des études et d'élaborer des propositions tendant à l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux organismes et aux régimes de prévoyance sociale des Etats membres ;
- d'assurer une formation initiale et permanente aux cadres et techniciens des organismes de prévoyance sociale des Etats membres de la CIPRES.

Principales réalisations

- ▶ **Participation aux missions de contrôle (Inspection et Audit) et d'assistance effectuées dans toutes les Caisses de Sécurité Sociale des États de la CIPRES (sauf Sénégal pour cause de nationalité)**
- ▶ **D'avril 2001 à Mai 2008 : Inspecteur Chef de mission**
Conduite de 26 missions de contrôle ou d'assistance dans les Organismes de Sécurité Sociale des Etats Membres de la CIPRES.

► **De janvier 2001 à Mai 2008 : Chef du Projet d'Harmonisation des Législations Nationales de Prévoyance Sociale des États membres de la CIPRES.**

Projet ayant abouti à l'adoption par le Conseil des Ministres de Tutelle de la Prévoyance Sociale :

- du Livre 1^{er} portant "Statut Juridique et Institutionnel des Organismes des États membres" adopté à Genève (Suisse) par la Recommandation N° 22 du 13 juin 2003 ;
- du Livre 2 portant "Gestion Technique des Branches » adopté à Niamey (Niger) par la Recommandation N°25 du 23 février 2005;
- et de la Convention Multilatérale de Sécurité Sociale et de son Arrangement Administratif adopté à Dakar (Sénégal) en février 2007 et qui est déjà ratifiée par 8 États membres.

► **De juin 2006 à Mai 2008 : Chef du projet d'élaboration et d'implémentation d'un Modèle Unique d'Annuaire Statistique CIPRES.**

- Élaboration et conduite du planning des travaux du groupe de travail chargé de l'élaboration et de l'implémentation expérimentale du Projet de Modèle Unique d'Annuaire Statistique des Organismes de Sécurité Sociale des États membres de la CIPRES.
- Modèle élaboré et soumis aux États membres et à l'ensemble de leurs Caisses et adopté par Recommandation du Conseil des Ministres de Tutelle.
- Conduite des missions d'implémentation expérimentale (Août 2007) dans 2 organismes-pilotes (CNSS du Bénin et CNPS du Cameroun).

► **Depuis Juillet 2016 : Président de la Commission de Surveillance de la CIPRES (Fonction non salariée) par Décision du Conseil des Ministres de la CIPRES suite a appel à candidatures dans les 17 Etats membres (Mandat de 5 ans renouvelable une fois). Mandat renouvelé en Décembre 2021**

Brève description des responsabilités

Sous l'autorité du Conseil de Ministres de la CIPRES, la Commission est chargée de la réalisation des objectifs du Traité en veillant à la bonne gestion des Organismes de Prévoyance Sociale et à la régulation du secteur de la Prévoyance Sociale dans les Etatsmembres.

En vue de l'accomplissement de ses missions, la Commission :

- adopte le Règlement Intérieur du Secrétariat Exécutif ;
- procède à l'examen préalable du budget de la Conférence ;
- propose la nomination, par le Conseil des Ministres, du Secrétaire Exécutif, des Chefs de l'Inspection et de la Cellule Appui-conseil, des Inspecteurs et du Responsable Financier et Comptable ;
- assure le suivi et le contrôle du fonctionnement du Secrétariat Exécutif ;
- émet des propositions au Conseil des Ministres en matière de révision du Traité, d'harmonisation des législations nationales et pour la protection sociale des travailleurs migrants ;
- invite le Conseil à constater qu' un État membre a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité.

Dans le cadre de sa mission de contrôle, la Commission :

- approuve les programmes de contrôle et d'appui-conseil auprès des Organismes

de Prévoyance Sociale des Etats membres sur proposition du Secrétaire Exécutif ;

- se prononce sur les mesures de redressement proposées par les rapports d'inspection, et les observations éventuelles des organismes contrôlés ;
- transmet le rapport définitif, accompagné du relevé et du planning de mise en œuvre des recommandations, à l'Organisme et à son Conseil d'Administration qui en délibère de plein droit dans un délai maximum de deux mois à compter de leur réception ;
- communique le rapport définitif d'inspection et adresse, sous forme de recommandations, les mesures de redressement préconisées au Ministre de tutelle de l'organisme contrôlé ainsi qu'au Ministre en charge des Finances.

► **Depuis Novembre 2016 : Membre des Comités de Stabilité Financière UEMOA et CEMAC**

Instance de régulation financière instituées dans les 2 zones économiques, respectivement présidées par les Gouverneurs de la Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et composées des Présidents des organisations régionales.

CONSULTANCE (A partir Janvier 2009)

► **Mars 2009 : Contrat avec le Bureau International du Travail –BIT- (N° 2009/31 Code Projet 250.03.100.602) pour les prestations suivantes :**

- Réalisation d'une Étude portant sur « La protection sociale et juridique des travailleurs migrants sénégalais : diagnostic et propositions d'amélioration ». Étude publiée
- Assistance au Ministère chargé des Sénégalais de l'Extérieur par l'organisation scientifique et l'animation d'un atelier de restitution, l'élaboration d'un plan d'actions visant l'amélioration de la protection sociale des migrants sénégalais.

RESULTAT : Étude réalisée, restituée et publiée par le BIT.

CONTACT : M. Luis FROTA, Spécialiste Principal Sécurité Sociale- BIT. frotal@ilo.org

► **Mai 2009 : Animation de l'Atelier de formation sur les politiques et la gestion de la migration de main d'œuvre** organisé par le Projet Migrants du BIT et l'OIM à Dakar, 8-11 juin 2009.

CONTACT : M. Luis FROTA, Spécialiste Principal Sécurité Sociale- BIT. frotal@ilo.org

- ► **Mars 2011 : Exécution Contrat avec la FIIAP** (Coopération Espagnole - Fundacion Internacional y para Iberoamerica de Administracion y Politicas Publicas - 12, rue Beatriz de Bobadilla 18, 28040 MADRID) pour diverses prestations dans le cadre du Processus de Rabat sur la Migration et le Développement portant sur :

- Réalisation d'une étude portant sur « Accès à la protection sociale et portabilité des prestations des travailleurs migrants dans un cadre transnational : l'expérience africaine » ;
- Présentation d'une communication et animation d'une session à la réunion des Experts sur les droits sociaux des migrants, tenue à Rabat du 31 mars-1^{er} avril 2011 dans le cadre du Processus de Rabat sur la Migration et le Développement.

RESULTAT : Étude réalisée et communication faite à la réunion de Rabat (Maroc) du Processus Euro-Afrique Migration et Développement.

CONTACT : Mme Lorena Andres, Chef de Projet FIIAPP landres@fiiapp.org

- ▶ **Juillet 2011 : Participation en qualité de personne-ressource a la 1^{ère} réunion de la Task Force de la CEDEAO (5 Experts) chargée de l'actualisation de la Convention Générale de Sécurité Sociale de la CEDEAO et son Arrangement Administratif, tenue à Dakar du 11 au 14 juillet 2011.**

CONTACTS : M. Daniel EKLU, Directeur Département Social et Humanitaire CEDEAO daneclu@yahoo.fr et Mr. Jorge Alves DALMADA, Chef de Division CEDEAO alvesdamada@yahoo.fr

- ▶ **De Juillet à Octobre 2011 : Exécution contrat Banque Mondiale (appel d'offres international) dans le cadre d'un Consortium composé de Africa Capital (Bénin), CGF-Bourse (Sénégal) et Afrique Audit Conseil (Togo) en qualité d'expert en sécurité sociale (exigence de l'appel d'offres) portant sur « Etude sur la politique d'investissement dans la perspective de diversification des placements de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale du TOGO ».**

RESULTAT : Étude réalisée et communiquée à la Banque Mondiale et au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo.

CONTACTS : Mme Odile SENE, Directrice Générale CGF Bourse mosene@cgfbourse.com

Mr. Idelphonse AFFOGBOLO, Directeur Général Africa Capital iaffogbolo@africa-capital.com

Mr. Patrick KOUAME, pkouame@africa-capital.com

- ▶ **Novembre 2011 à Juillet 2012 : Exécution 2^{ème} contrat avec la FIIAP (Fundacion Internacional y para Iberoamerica de Administracion y Politicas Publicas - 12, rue Beatriz de Bobadilla 18, 28040 MADRID) portant sur :**

- La réalisation d'une étude sur la protection sociale des travailleurs migrants dans les quatre pays ciblés par le projet (Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, le Maroc et le Sénégal) ;
- L'animation d'un séminaire international à Dakar les 14 et 15 novembre 2011 regroupant les acteurs institutionnels des 4 pays (Ministères en charge de la migration, organismes de sécurité sociale, etc.).

RESULTAT : Étude réalisée et communiquée aux Ministères compétents des 4 pays. Séminaire tenu.

CONTACT : Mme Marzia CARDINALI, Chef Projet FIIAPP mcardinali@fiiapp.org

- ▶ **Août 2012 à Septembre 2012 : Exécution 3^{ème} contrat avec la FIIAP**

L'animation d'un 2^{ème} séminaire international tenu à Dakar du 27 au 29 Août 2012 et portant sur « Mesures pour la promotion d'un système transnational de protection sociale des travailleurs migrants et de leurs familles ».

RESULTAT : Travaux réalisés conformément au contrat de prestations intellectuelles.

- *La synthèse des études de terrain réalisées au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cap-Vert et au Maroc.*
- *Etude sur la problématique de la protection sociale des travailleurs migrants africains et sa réglementation au niveau national et régional - les convention CEDEAO et CIPRES*

- *Propositions pour la création de caisses de prévoyance sociale par la mobilisation de la diaspora pour des programmes volontaires de protection sociale. »*

CONTACT : Mme Marzia CARDINALI, Chef Projet FIIAPP mcardinali@fiapp.org

- ▶ **Octobre 2012 à Décembre 2013 : Coopté par le Conseil des Ministres de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) en qualité de membre du Groupe de Travail (5 experts) chargé d'élaborer des propositions de révision du Traité de la CIPRES et de ses textes d'application dans la cadre de la réforme institutionnelle de la CIPRES en vue de leur examen par ledit Conseil en 2014.**

RESULTAT : 1) Élaboration d'un Projet de Traité révisé et des onze textes d'application (Règlement intérieur du Conseil des Ministres, Statuts et Règlement intérieur de la Commission de Surveillance, Statut des personnels, Statuts et Règlement intérieur du Secrétariat Exécutif, Règlement financier et comptable des organes de la Conférence, Règlement du Concours de recrutement du Personnel à Statut Diplomatique, etc.).

2) Dernière réunion tenue à Brazzaville du 26 au 31 août 2013 et transmission des Projets au Président en exercice du Conseil des ministres de la CIPRES en vue de leur examen par ledit organe avant transmission aux Etats membres pour adoption et ratification.

3) Adoption en Juin 2014 des nouveaux textes de la CIPRES par le Conseil des Ministres de la CIPRES.

CONTACT : M. Karim BAMBA, Ex-Président Commission de Surveillance CIPRES cipres@lacipres.org

- ▶ **Novembre 2011 : Animation du Séminaire organisé par le Comité National du Dialogue Social du Sénégal (CNDS) par la présentation du Thème central « Faisabilité du Socle de protection sociale au Sénégal » (Xème Session du CNDS).**

CONTACT : Mr. Mamadou DIALLO, Secrétaire Permanent de la CNDS cnds@orange.sn

- ▶ **Mai 2012 : Participation en qualité de personne ressource invitée par la Fondation Friedrich Ebert à la Conférence Régionale organisée à Cotonou (République du Bénin) par ladite Fondation sur le Socle de protection sociale (15-18 mai 2012).**

CONTACTS : M. Saliou KONTE, Directeur de Programme FES fes@fes-sn.org

- ▶ **Mai 2011 : Participation à Abuja (Nigéria) en qualité de personne ressource invitée par la CEDEAO à la réunion préparatoire de la contribution de la CEDEAO sur les questions portées à l'ordre du jour de la 101^{ème} Session de la Conférence Internationale du Travail tenue à Genève en Juin 2012 (socle de protection sociale et emploi des jeunes).**

CONTACTS : M. Daniel EKLU, Directeur Département Social et Humanitaire CEDEAO daneclu@yahoo.fr
M. Jorge Alves DALMADA, Chef de Division CEDEAO alvesdamada@yahoo.fr

- ▶ **Novembre 2012 : Contrat avec la FIIAPP (Espagne) pour :**
 - La réalisation et la restitution d'une étude à l'intention du Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (partenaire stratégique sénégalais du Projet Migration et Développement de l'UE) visant l'actualisation des conventions bilatérales de sécurité sociale signées par le Sénégal et la ratification des conventions internationales pertinentes adoptées par l'OIT et la CIPRES pour la protection sociale des travailleurs migrants.

RESULTAT : Étude réalisée et transmise à la FIIAPP, au Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions.

- Appuyer le processus de ratification de la Convention Multilatérale de sécurité sociale de la CIPRES et des Conventions de l'OIT (97/143, 118, 157) par l'animation de trois (3) ateliers de formation organisés respectivement à l'intention des:
 - Techniciens des organismes de protection sociale (IPRES et CSS), des Ministères sectoriels concernés (MAESE, MFPTRI, MJE, etc.) et du Comité National du Dialogue Social- atelier tenu les 21 et 22 février 2013 à l'hôtel Savana Dakar;
 - Parlementaires de l'Assemblée Nationale (atelier tenu les 12,13,14 février 2013 à Saly) ;
 - Acteurs de la Société Civile. Atelier tenu le 29 Mars 2013
- Appuyer les autorités sénégalaises en qualité de personne ressource dans le processus d'élaboration et de négociation des arrangements administratifs (avec maximum deux pays) par les actions suivantes : élaborer, restituer et faire valider un projet d'arrangement administratif par les parties prenantes sénégalaises, appuyer la partie sénégalaise dans les réunions de négociation et dans la finalisation des textes conventionnels à actualiser.

RESULTAT : 1) Préparation technique et animation des trois ateliers prévus ;

2) Projet d'arrangement administratif à la Convention de Sécurité sociale Sénégal-Cap-Vert élaboré, réunion de restitution tenue le 25 Juillet 2013 au Ministère des Affaires Étrangères avec la participation de tous les ministères concernés (Affaires Etrangères et Sénégalais de l'Extérieur, Fonction Publique et Travail, jeunesse et Emploi, Economie et Finances, Caisse de Sécurité Sociale, Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal, etc.) et transmission dudit projet aux Ministères maitres-d'œuvre (Affaires Etrangères et Sénégalais de l'Extérieur, Fonction Publique et Travail).

CONTACT : Mme Marzia CARDINALI, Chef Projet FIIAPP mcardinali@fiapp.org

Mr. Samba THIAM, Coordonateur national du Projet sambathiamjoe@gmail.com

- ▶ **Novembre 2012 : Contrat avec la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) pour la formation des Techniciens des Caisses de Sécurité Sociale des 14 pays membres sur l'application de la Convention Multilatérale de Sécurité Sociale de la CIPRES** (élaboration du programme et du contenu - animation du séminaire de formation des techniciens pour la mise en œuvre et l'application effective de la Convention Multilatérale de Sécurité Sociale de la CIPRES à la suite de sa ratification par 7 États. Séminaire de formation tenu à Brazzaville du 19 au 23 novembre 2012).

RESULTAT : Séminaire de formation tenu à Brazzaville du 19 au 23 novembre 2012 avec la participation des techniciens provenant de 11 pays membres.

CONTACT : M. Innocent MAKOUMBOU, Secrétaire Exécutif de la CIPRES cipres@lacipres.org

- ▶ **Janvier 2013 : Participation en qualité de personne ressource invitée par la Délégation Générale à la Protection Sociale pour l'animation de l'atelier d'orientation stratégique de la mise en place de Caisse Autonome de Protection Sociale Universelle (CAPSU) ;**

CONTACT : Mr. Mansour FAYE, Délégué Général à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale
Dr. Ousseynou DIOP, Directeur Santé DGPSN ousseydiop@hotmail.com

- ▶ **Janvier 2013 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) pour la réalisation d'une étude technique portant sur « L'administration du Régime Simplifié des Petits Contribuables (RSPC) du secteur informel au Sénégal ».**

- Elaboration d'un système d'administration du RSPC visant à promouvoir l'inclusion sociale des travailleurs du secteur informel et l'accompagnement de leur transition vers le formel par un

régime obligatoire de protection sociale adapté à leurs besoins et l'unification du paiement des cotisations sociales et des impôts ;

- Restitution de l'étude au cours d'un forum national regroupant les représentants des organisations professionnelles du secteur informel, des ministères concernés, des organisations patronales du secteur formel et des organisations de la société civile.

RESULTAT : Etude réalisée, restituée et adoptée.

CONTACT : M. Ariel PINO, Spécialiste Principal Sécurité Sociale BIT pino@ilo.org

► **Juillet 2014 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) pour la réalisation d'une « Etude comparative portant sur l'état de la protection de la maternité au Sénégal, en général et en particulier, vis-à-vis de exigences de la Convention 183 de l'OIT sur la protection de la maternité ».**

- Identifier les éventuels obstacles (législatifs ou pratiques) à la ratification de ladite Convention par le Sénégal ;
- Proposer une feuille de route et un plan d'action assorti de délai menant à la ratification de ladite Convention par le Sénégal.
- Restituer l'étude au cours d'un atelier national regroupant les représentants des ministères et organismes internationaux concernés, des organisations patronales et syndicales, de la société civile et des organismes de sécurité sociale.

RESULTAT : Etude réalisée, restituée et adoptée.

CONTACT : Mme Cécile BALIMA, Spécialiste des normes. balima@ilo.org

► **Octobre 2014 : Contrat avec la République Centrafricaine pour réaliser l'audit organisationnel et du personnel de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) dans le cadre du Programme national de sortie de crise.**

RESULTAT : Etude réalisée, restituée et adoptée.

CONTACT : M. Richard KWANGBO GUDA, Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Centrafrique brkwangbo@yahoo.fr

► **Février 2015 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) pour la réalisation d'une « Etude comparative portant sur l'état de la protection du travail domestique au Sénégal, en général et en particulier, vis-à-vis de exigences de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques (2011) ».**

- Identifier les éventuels écarts qui existeraient entre la législation sénégalaise et les dispositions de la Convention 189 ;
- Identifier les éventuels écarts entre la législation et la pratique, pour élaborer, si besoin est, les voies et moyens d'assurer une protection réelle de cette catégorie de travailleurs dans la pratique et non seulement dans les textes ;
- Proposer une feuille de route et un plan d'action assorti de délai menant à la ratification de ladite Convention par le Sénégal.
- Restituer l'étude au cours d'un atelier national regroupant les représentants des ministères et organismes internationaux concernés, des organisations patronales et syndicales, de la société civile et des organismes de sécurité sociale.

RESULTAT : Etude réalisée, restituée et adoptée au cours d'un atelier national.

CONTACT : Mme Cécile BALIMA, Spécialiste des normes. balima@ilo.org

► **Juin 2015 : Contrat avec le groupement CEDEAO - BIT suite appel à Consultants pour une étude portant sur « L'Analyse des systèmes de sécurité sociale Etats membres de la CEDEAO et leur cohérence avec la Convention Générale de sécurité sociale de la CEDEAO »**

- Faire une étude d'ensemble des systèmes de sécurité sociale des Etats membres de la CEDEAO : personnes couvertes, champ d'application matériel, conditions d'éligibilité, exportation des prestations ou non, etc. ;
- Exposer la Convention Générale de la CEDEAO de sécurité sociale ;
- Examiner le degré de cohérence entre les systèmes de sécurité sociale des Etats membres de la CEDEAO et de la Convention générale de la CEDEAO sur la sécurité sociale ;
- Identifier les principaux défis en ce qui concerne la coordination des systèmes de sécurité sociale des Etats membres de la CEDEAO ;
- Proposer des options pour une coordination efficace des systèmes de sécurité sociale des Etats membres de la CEDEAO ;
- Identifier les pistes de renforcement des capacités et autres besoins de soutien technique pour une mise en œuvre effective de la Convention Générale de Sécurité Sociale de la CEDEAO ;
- Elaborer les monographies des systèmes de sécurité sociale des 15 Etats de la CEDEAO ;
- Restituer l'étude au cours d'une réunion technique regroupant l'ensemble des Etats membres et les spécialistes du BIT ;
- Elaborer un rapport final intégrant les contributions pertinentes retenues au terme de la réunion technique de restitution.

RESULTAT : Etude co-réalisée avec Mme Couty FALL, restituée et adoptée à Abuja en présence des représentants des Etats Membres de la CEDEAO, de la Commission de la CEDEAO et du BIT

CONTACT : Mr. Aly CISSE, Spécialiste Migrations BIT cissealy@ilo.org.

Mr. Jorge Alves D'ALMADA, Chef de Division CEDEAO alvesdamada@yahoo.fr

► **Décembre 2015 : Contrat avec la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale du Sénégal (DGPSN) suite appel à Consultants pour une étude portant sur « L'Actualisation du volet Sécurité Sociale de la Stratégie Nationale de Protection Sociale et sa mise en cohérence avec le Plan Sénégal Emergent 2014 – 2035 (PSE) ».**

RESULTAT : Etude réalisée, restituée et en attente de validation par l'Autorité Politique.

CONTACT : Mr Ousmane BASSE, Directeur des Stratégies et de la Planification bass_ous@yahoo.fr

► **Janvier 2016 : Contrat avec la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) pour la formation en gestion des AT/MP des Cadres et Techniciens des Etats membres de la Conférence. (Élaboration du programme et des supports - animation de l'atelier de formation)**

RESULTAT : Atelier de formation tenu à Libreville du 11 au 15 janvier 2016 2012 avec 32 participants provenant de 9 pays membres de la CIPRES.

CONTACT : M. Innocent MAKOUMBOU, Secrétaire Exécutif de la CIPRES cipres@laciapres.org

► **Mars 2016 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) pour la réalisation d'une étude de base portant sur le régime obligatoire de sécurité sociale dans le cadre de l'actualisation post-ébola de la politique nationale de protection sociale de la République de Guinée**

RESULTAT : Etude réalisée communiquée au BIT et restituée.

CONTACT : Mr. Théopiste BUTARE, Spécialiste Principal Sécurité Sociale butare@ilo.org

- ▶ **Novembre 2018 – Janvier 2019 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) – Bureau de Dar es Saalam (Tanzanie) pour l'élaboration de Modules de formation sur la Convention Générale de Sécurité Sociale de la CEDEAO**
RESULTAT : Modules livrées.
CONTACT : Mr. ALLIEU Andrew allieu@ilo.org , Mrs UMUHIRE Victoire umuhire@ilo.org

- ▶ **Avril 2019 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) – Bureau de Dar es Saalam (Tanzanie) pour l'élaboration d'un dispositif d'évaluation et de suivi de l'application par les Etats membres de la Convention Générale de Sécurité Sociale de la CEDEAO**
RESULTAT : Réalisé
CONTACT : Mr. ALLIEU Andrew allieu@ilo.org , Mrs UMUHIRE Victoire umuhire@ilo.org

- **Déc.2020 - Mars 2021 : Contrat avec le Bureau International du Travail (BIT) Etude technique portant sur le thème : « Bâtir des systèmes nationaux de protection sociale robustes pour couvrir les travailleurs de l'économie informelle et leurs familles, faciliter leur accès aux soins de santé et leur permettre de faire face aux défis de demain » au Sénégal**
RESULTAT : étude réalisée et séance de restitution nationale
CONTACT : Machiels Alix machiels@ilo.org, Batchabi Dramane batchabi@ilo.org ,
 Moussa Dieng dieng@ilo.org

TRAVAUX ET COMMUNICATIONS

« L'évolution récente des rapports Est-Ouest et ses incidences sur le Droit International Public»

Mémoire de Maîtrise, Faculté des Sciences juridiques et économiques, Université Cheikh Anta DIOP, 1981.
 Directeur de mémoire : Pr Ibrahima FALL, Doyen de la Faculté

« Amélioration de la gestion des risques professionnels à la Caisse de Sécurité sociale du Sénégal »

Mémoire de fin d'études au Centre National d'Études Supérieures de Sécurité Sociale (CNESSS), 1997
 Directeur de Mémoire : Gilbert PACCINI, Sous-Directeur CCPAM des Bouches du Rhône- Marseille-

« Les Comités d'Hygiène et de Sécurité : quelles attentes pour les Institutions de Sécurité Sociale ? »

Communication au 3^{ème} Forum des CHS Africains tenu à Cotonou (Bénin), Août 2000

« La gouvernance des Institutions africaines de Sécurité Sociale : état des lieux, enjeux et pistes de renforcement »

Communication au Séminaire des Administrateurs des Organismes de sécurité sociale de L'UEMOA tenu à Lomé, en juin 2001.

« Analyse comparée des législations nationales de prévoyance sociale des États membres de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) »

Étude réalisée en qualité de Chef du Projet Harmonisation des Législations Nationales, CIPRES, 2002.

« Protection sociale des travailleurs migrants sénégalais et de leurs familles : diagnostic et propositions d'amélioration »

Étude réalisée pour le BIT, Avril 2009 - Contrat de Consultance N° 2009/31- Code Projet 250.03.100.602.

« Accès à la protection sociale et portabilité des prestations des travailleurs migrants dans un cadre transnational : l'expérience africaine »

Étude réalisée pour la FIIAPP dans le cadre du Processus de Rabat – financement Union Européenne - Mars 2011 - Présentation de l'étude lors de la Réunion des Experts tenue à Rabat (Maroc) en Avril 2011.

« Etude pour l'actualisation des conventions bilatérales de sécurité sociale signées par le Sénégal et la ratification des conventions internationales pertinentes adoptées par l'OIT et la CIPRES pour la protection sociale des travailleurs migrants »

Etude co-réalisée avec M. Aly CISSE pour le compte de la FIIAPP et du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur – Novembre 2012

« Étude comparative sur les Défis et les Priorités des Administrations Publiques du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, du Maroc et du Sénégal en matière de Migration et Développement »

Ouvrage collectif réalisée par GIP-FRANCE (Chapitre « Formation professionnelle »), CEsPI-Italie (Chapitre « Contribution économique des Migrants ») et Cheikh Tidiane TOUNKARA (Chapitre « Protection Sociale ») dans le cadre du Processus de Rabat – Financement Union Européenne - Janvier 2013

« Etude technique portant sur l'analyse comparative de la Convention 183 sur la protection de la maternité, de la législation et de la pratique en la matière au Sénégal ».

Etude réalisée pour le compte du BIT (Bureau du Sahel) à la demande du Ministère du Travail du Sénégal.

« Etude technique portant sur l'administration du Régime Simplifié des Petits Contribuables (RSPC) au Sénégal – Transition de l'informel vers le secteur formel ».

Etude réalisée pour le compte du BIT (Bureau du Sahel) à la demande du Ministère du Travail, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions du Sénégal en vue de la couverture sociale des acteurs du secteur informel.

« Etude technique portant sur l'analyse comparative de la Convention 183 sur la protection de la maternité, de la législation et de la pratique en la matière au Sénégal ».

Etude réalisée pour le compte du BIT (Bureau du Sahel) a la demande du Ministère du Travail du Sénégal.

« Rapport d'audit organisationnel et du personnel de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de la République Centrafricaine ». Avril 2015

« Etude comparative portant sur l'état de la protection du travail domestique au Sénégal par rapport aux exigences de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques (2011) ».

Etude réalisée pour le compte du BIT (Bureau du Sahel) à la demande du Ministère du Travail du Sénégal. Mai 2015

« Analyse des systèmes de sécurité sociale Etats membres de la CEDEAO et leur cohérence avec la Convention Générale de Sécurité Sociale de la CEDEAO ».

Etude réalisée, restituée et adoptée au cours de l'atelier international tenue au Siege de la CEDEAO à Abuja les 16 et 17 septembre 2015.

« Actualisation du manuel des procédures de la CIPRES »

Travaux réalisés et transmise à la CIPRES

Elaboration d'un cadre juridique et institutionnel du régime simplifié de sécurité sociale pour le secteur informel du Sénégal.

Etude réalisée, livrée au BIT et restituée au cours d'un atelier national.

« Document de base sur le régime obligatoire de sécurité sociale dans le cadre de l'élaboration de la politique nationale de protection sociale de la République de Guinée

Etude réalisée et transmise au BIT.

DAKAR, LE 30 AVRIL 2019.